



## Les jeunes ruraux aujourd'hui

### Edito du hors-série

**Nicolas Faysse<sup>1,4</sup>, Zhour Bouzidi<sup>2</sup>, Zakaria Zadiri<sup>3</sup>, Elhassane Abdellaoui<sup>4</sup>, Zoubir Chattou<sup>4</sup>**

<sup>1</sup> UMR G-Eau, CIRAD ; <sup>2</sup> Département de sociologie, Université Moulay Ismail de Meknès ; <sup>3</sup> Centre Marocain des Sciences Sociales ; Faculté des Lettres et des Sciences Humaines Ain Chock, Casablanca ; <sup>4</sup> Ecole Nationale d'Agriculture de Meknès. Contact : [faysse@cirad.fr](mailto:faysse@cirad.fr)

### Introduction

Depuis les années 1990, la thématique des jeunes a pris de l'importance dans le débat public au Maroc, que ce soit en termes de renouvellement de la classe politique ou de l'obtention d'emplois pour les jeunes diplômés. En témoignent les mouvements contestataires des jeunes diplômés chômeurs, les politiques d'appui aux jeunes promoteurs, les politiques de formations professionnelles dédiées à cette catégorie sociale, etc. Cette importance s'est accrue avec le printemps arabe (Bono, 2014). Cependant, le débat public ne s'est intéressé que de façon

marginale aux jeunes ruraux, qui ne sont encore que peu reconnus par les politiques publiques actuelles. En particulier, les politiques agricoles tendent toujours à privilégier le chef d'exploitation, mettant ces jeunes en situation d'invisibilité.

Pourtant, les jeunes ruraux représentent un potentiel important pour le développement agricole et rural. Parce que ces jeunes sont mieux instruits que leur aînés (Benaabdelaali et al., 2012), ces jeunes peuvent jouer un rôle dans l'introduction de nouveaux modes de production. En particulier, ces jeunes évoluent dans un monde rural en mouvement, où les pratiques agricoles se sont intensifiées, souvent de part un recours massif à l'irrigation souterraine et aux intrants agricoles, ce qui a conduit

entre autres à des problèmes de surexploitation et de pollution des aquifères. Ces jeunes peuvent jouer un rôle dans l'identification, avec les autres acteurs du monde rural, de modes de production et de gouvernance qui permettent un développement durable des territoires ruraux. Par ailleurs, les jeunes peuvent constituer un atout précieux pour le renforcement des capacités de la société civile rurale et le renouveau du leadership.

Malgré ces potentialités largement admises, les jeunes ruraux ne sont que peu connus. Depuis l'étude de Pascon et Bentahar (1969), ces jeunes n'ont fait l'objet que de rares enquêtes spécifiques. Les enquêtes sur les jeunes au Maroc ont généralement pris en compte conjointement les jeunes urbains et ruraux et ont plutôt utilisé des approches quantitatives. Ces études ont porté principalement sur les grandes évolutions démographiques et sociologiques, comme l'augmentation du taux de scolarité ou le recul de l'âge au mariage (Rachik, 2005). L'étude de la Banque Mondiale (2012) montre les difficultés d'accès à l'emploi pour les jeunes marocains, urbains et ruraux. Cependant, ces études ne mettent que peu en évidence comment les jeunes font, au quotidien, pour trouver leur place dans le monde rural.

Ce numéro hors-série d'*Alternatives Rurales* propose de qualifier la jeunesse rurale aujourd'hui. Nous avons cherché à aller vers cette jeunesse et à rendre visible ce qui la définit, ses aspirations, ses modes d'insertion socio-économique, et comment notamment les jeunes utilisent leurs ressources et se saisissent des opportunités existantes pour trouver leur place dans le monde rural. De plus, nous avons souhaité donner la parole à ces jeunes mais aussi aux administrations publiques en charge d'accompagner leur insertion socio-économique.

La plupart des articles de ce numéro portent sur le Maroc. Les régions principalement étudiées sont des zones d'agriculture irriguée et intensive, qui offrent des perspectives de revenus pour les jeunes ruraux : le Saïss, le Tadla, le Moyen Sébou et le Gharb. Dans une moindre mesure, des régions d'agriculture pluviale ont été étudiées, tel que le Nord de Meknès – le kif étant produit dans le Rif à la fois en irrigué et en pluvial. Le numéro intègre aussi des études se positionnant dans un ensemble régional plus large : un article porte sur l'Algérie, un autre analyse les migrations de jeunes entre le Maroc et l'Espagne, et un des témoignages porte sur l'expérience d'un jeune Marocain parti travailler dans le secteur maraîcher en Algérie.

## **Définir les jeunes ruraux**

La plupart des études sur les jeunes, depuis Pascon et Bentahar (1969) jusqu'aux études plus récentes comme celle de la Banque Mondiale (2012), définissent la jeunesse avant tout en termes de catégorie d'âge. Dans ce numéro, nous avons préféré considérer que la jeunesse est une construction sociale et culturelle (cf. Bourdieu, 1984). Nous avons considéré comme jeunes les personnes qui se définissent comme telles et qui sont définies ainsi par leur entourage.

Dans les zones rurales du Maroc étudiées dans ce numéro, de nombreuses personnes sont ainsi considérées comme jeunes alors que leur âge est supérieur aux limites habituellement considérées par les politiques publiques (35 ans pour l'Initiative Nationale de Développement Humain - INDH) et par les études sur cette thématique (par exemple, 29 ans dans l'étude de la Banque Mondiale, 2012). En fait, dans les régions que nous avons étudiées, l'âge n'est pas le seul critère de définition de la jeunesse. D'autres critères entrent en jeu, et notamment le manque d'un

droit individuel de décision sur la terre car les parents gardent la mainmise sur les décisions au niveau de l'exploitation agricole. Ceci conduit à la fois à un manque d'autonomie et d'individuation des jeunes dans la prise de décision au niveau de l'exploitation familiale, et un manque d'autonomie économique.

Pascon et Bentahar (1969) avaient aussi pris comme critère de définition de la jeunesse le célibat. L'âge moyen au mariage a fortement reculé ces 50 dernières années dans le monde rural marocain (6 ans entre 1960 et 2010 pour les hommes et 8 ans pour les femmes, Haut Commissariat au Plan, 2011). Cependant, le mariage n'est pas non plus une condition de sortie du statut de jeunes.

Par ailleurs, autant que le terme de « jeunes », le terme de « rural » est à considérer avec précaution, car les frontières entre ville et espaces ruraux sont moins étanches qu'autrefois et les jeunes ont acquis une grande capacité de mobilité entre le rural et l'urbain. Nous considérons ici les jeunes qui sont issus du monde rural et qui passent la majeure partie de leur temps en milieu rural.

## Trois thématiques principales

Les articles de ce numéro abordent la question des jeunes ruraux selon trois thématiques principales. La première porte sur **l'implication des jeunes dans le développement agricole**, et notamment sur la capacité des jeunes ruraux à concevoir des projets agricoles et à obtenir des fonds pour les financer. Bouzidi et al. (2015) analysent la diversité des stratégies mises en œuvre par des jeunes pour contourner la contrainte d'un manque d'accès au foncier et bénéficier de financements publics pour des projets agricoles. Ftouhi et al. (2015) étudient différents projets collectifs

portés par les jeunes et ayant obtenu des financements publics dans la région de Meknès et El Hajeb. Aroussi Bachari et al. (2015) s'intéressent plus spécifiquement à des jeunes diplômés ayant bénéficié de financements pour des projets collectifs, et analysent les interactions entre les trajectoires individuelles de ces jeunes et l'évolution de leurs projets collectifs. Ces trois études sont complétées par trois témoignages. Ayadi (2015) présente l'expérience d'une association de développement qui a obtenu un financement de l'INDH. El Bouchouafi (2015) raconte le parcours d'un jeune ingénieur agronome pour pouvoir s'installer sur des terres étatiques. Lucante (2015) expose une nouvelle politique de promotion de l'emploi pour les jeunes en milieu rural, qui va être mise en œuvre à partir de 2015.

La seconde thématique est consacrée au **désir des jeunes d'exercer leur citoyenneté et de participer à la gouvernance des affaires publiques**. Chattou (2015) présente les aspirations des jeunes d'être considérés comme des citoyens à part entière, au niveau national mais aussi en tant que « citoyens du monde ». Kadiri et Errahj (2015) s'intéressent à la présence de jeunes leaders dans les associations, coopératives et communes rurales, et aux ressources dont ces jeunes disposent pour légitimer leur leadership. Ces études sont complétées par un entretien avec la Division des Affaires Sociales de Séfrou (2015) qui décrit la façon dont l'administration a souhaité construire une nouvelle relation avec les habitants des zones rurales – et en premier lieu avec les jeunes - dans le cadre de l'INDH, sur la base d'une participation forte des citoyens au développement des territoires.

Enfin, la troisième thématique porte sur les **mobilités des jeunes**. Hartani et al. (2015) analysent comment, en Algérie, des jeunes de l'ensemble du pays s'installent dans la région de Biska pour y produire du maraichage.

Mouna et Essouadi (2015) décrivent le parcours « initiatique » de jeunes issus des territoires du cannabis du Rif, qui partent en Espagne et reviennent ensuite dans leur région d'origine avec de nouvelles ressources pour investir, entre autres, dans la filière du kif. Ces deux études sont complétées par le témoignage de El Abdellaoui (2015) qui raconte comment, grâce à l'expérience acquise dans la production de maraichage sous serre au Maroc, il est parti travailler à Biskra, puis son projet de retour au Maroc et d'installation d'une exploitation agricole maraichère dans son douar d'origine. Bouzidi (2015a) présente aussi le témoignage d'une jeune fille issue du rural qui réussit, malgré de très nombreuses difficultés, à poursuivre ses études et à partir étudier à l'université en ville.

Enfin, Bouzidi (2015b) présente les grands traits de l'étude de Pascon et Bentahar (1969), qui a abordé ces trois thématiques principales. Bouzidi montre les éléments communs et les différences entre l'étude menée par Pascon et Bentahar et des enquêtes plus récentes sur les jeunes ruraux.

## Quelques enseignements

Nous proposons ici quelques enseignements qui sont pour la plupart communs à plusieurs des articles du numéro.

### De nouvelles aspirations

Les articles de ce numéro montrent de forts changements dans les aspirations des jeunes par rapport à l'enquête de Pascon et Bentahar (1969). Les jeunes sont devenus très mobiles au niveau de leur région mais aussi au niveau national (Hartani et al., 2015) et international

(Chattou, 2015 ; El Abdellaoui, 2015 ; Mouna et Essouadi, 2015). Ils n'idéalisent plus le monde urbain.

Au contraire des jeunes rencontrés par Pascon et Bentahar (1969), de nombreux jeunes sont aujourd'hui intéressés par pratiquer l'agriculture, mais à condition qu'il s'agisse d'une agriculture « moderne », différente de celles des parents et mettant en œuvre différentes innovations.

Enfin, les jeunes se sentent moins soumis à l'autorité des parents et du Makhzen. Comme l'illustre le témoignage d'une jeune étudiante (Bouzidi, 2015b), l'émancipation des jeunes doit cependant être acquise au prix de nombreux efforts, en particulier vis-à-vis de leur famille. De plus, les jeunes ne demandent pas seulement un revenu, ils demandent à être reconnus comme citoyens à part entière (Chattou, 2015). D'où un sentiment d'humiliation lorsque cette demande de reconnaissance et de dignité n'est pas satisfaite (Chattou, 2015 ; Mouna et Essouadi, 2015). De nombreux jeunes considèrent ainsi que si la jeunesse s'est émancipée, elle a été oubliée des institutions de développement (Bouzidi, 2015b) et se confronte encore avec la notabilité quand elle aspire à accéder à des espaces politiques comme les communes (Kadiri et Errahj, 2015).

### Des mécanismes diversifiés d'insertion socioéconomique

Les jeunes ruraux d'aujourd'hui n'idéalisent pas l'Etat et n'attendent pas que cet Etat vienne résoudre tous leurs problèmes (Bouzidi, 2015b). Cependant, pour pouvoir acquérir un revenu et une autonomie dans le monde rural, ils n'ont initialement qu'un accès limité à la terre, à l'eau et aux financements.

Face à ces contraintes, les jeunes mettent en avant leurs propres ressources, que ce soit pour initier un projet économique ou pour

assumer un rôle de leader : leur curiosité pour de nouvelles techniques agricoles, leur niveau d'instruction, des réseaux spécifiques de jeunes diplômés, des capacités de plaidoyer (Bouzidi et al., 2015 ; Chattou, 2015 ; Kadiri et Errahj, 2015). Une autre ressource clé est une forte capacité de mobilité, notamment entre régions rurales, en fonction des opportunités d'emploi et d'ascension sociale (Hartani et al., 2015). De plus, cette mobilité n'est pas nécessairement à sens unique : elle permet aux jeunes d'acquérir, ailleurs, des réseaux, un statut et des capitaux que nombre d'entre eux réinvestissent ensuite pour s'insérer, tant économiquement que socialement, dans leur douar d'origine (Aroussi et al., 2015 ; Mouna et Essouadi, 2015 ; El Abdellaoui, 2015). Cependant, ces migrations s'effectuent de façon informelle, et les jeunes demandent un droit à une mobilité qui serait reconnue légalement (Chattou, 2015).

Pour pouvoir accéder aux financements publics, les jeunes ont souvent besoin de proposer un projet collectif. Les jeunes ont souvent un regard bien moins négatif que leurs parents sur ces actions collectives qui ne sont plus, comme cela a pu être le cas 30 ans auparavant, intégralement pilotées par l'administration. Ainsi, El Abdellaoui (2015) évoque l'envie de travailler collectivement de jeunes qui ont grandi dans une coopérative de la réforme agraire, et qui réussissent à s'entendre et à agir ensemble, malgré les remarques pessimistes de leurs aînés.

### La participation des jeunes au développement agricole et rural

Les jeunes ruraux apparaissent comme porteurs de **dynamiques économiques**. Les études de ce numéro montrent comment nombre d'entre eux arrivent à se créer un emploi, dans le cadre d'une pluralité de trajectoires : certaines individuelles, d'autres dans le cadre de

coopératives ou d'associations. Cet auto-emploi peut se situer au niveau de la production, et alors les jeunes introduisent souvent de nouvelles techniques (Bouzidi et al., 2015 ; Mouna et Essouadi, 2015 ; El Abdellaoui, 2015 ; El Bouchouafi, 2015), mais il peut aussi se situer en aval, dans la transformation et la commercialisation de produits agricoles (Aroussi Bachari et al., 2015).

Les jeunes ruraux apparaissent aussi comme porteurs de **changements sociaux**. Ils jouent un rôle clé dans la création et la gestion d'associations et de coopératives qui participent au développement local (El Ayadi, 2015 ; Kadiri et Errahj, 2015). Ils participent à l'apparition de nouvelles formes de leadership en accord avec la définition proposée par Goirand (2014) de ce mot, c'est-à-dire la capacité à impulser et organiser l'action collective. Ce faisant, ils peuvent entrer en concurrence avec des notables, qui ont construit historiquement leur légitimité sur leurs capacités à gérer les relations avec le Makhzen et à obtenir des financements publics (Kadiri et Errahj, 2015).

### Des relations diversifiées entre Etat et jeunes

Il n'y a que peu de politiques spécifiques pour accompagner l'intégration économique des jeunes ruraux. Les deux principales politiques qui ont permis de faciliter cette intégration sont l'INDH (DAS Séfrou, 2015) et le Plan Maroc Vert. D'autres politiques sont en cours de conception (Lucante, 2015). La DAS Séfrou (2015) met en avant une évolution des relations entre acteurs publics et jeunes, qui s'inscrit dans un changement de fond des relations entre Etat et habitants en zone rurale.

Les études de ce numéro montrent la diversité des relations entre Etat et jeunes. D'un côté, des jeunes développent des projets agricoles, individuels ou collectifs, avec un financement de l'Etat (Aroussi Bachari et

al., 2015, Ftouhi et al., 2015 ; Bouzidi et al., 2015 ; El Bouchouafi, 2015). De l'autre, des jeunes arrivent à générer un revenu sans interagir avec ces dispositifs de financement public, au Maroc (Mouna et Essouadi, 2015) mais aussi en Algérie (Hartani et al., 2015 ; El Abdellaoui, 2015).

Enfin, des jeunes leaders sont en relation avec l'Etat en tant que membres de comité d'administration de coopératives ou d'associations (Kadiri et Errahj, 2015). Ces leaders peuvent eux-mêmes avoir obtenu des financements publics pour développer leur propre projet agricole (Aroussi Bachari et al., 2015) ou bien avoir développé une activité économique sans appui étatique (Mouna et Essouadi, 2015).

## **Quelles pistes de réflexion pour l'action publique ?**

A partir des enseignements des différentes études et témoignages de ce numéro, nous proposons plusieurs pistes de réflexion pour contribuer au débat sur comment mieux accompagner l'insertion socioéconomique des jeunes dans le monde rural. D'abord, les jeunes pourraient jouer un rôle plus important dans la conception des politiques publiques et ce d'autant plus que, 10 ans après le lancement de l'INDH et 7 après celui du Plan Maroc Vert, de nombreux jeunes leaders ont acquis une forte expérience des dispositifs mis en place par les politiques publiques.

Ensuite, dans la plupart des projets de développement que nous avons étudiés, le souci d'intégrer les jeunes comme bénéficiaires d'un projet, voire de constituer un projet spécifiquement dédié aux jeunes, relève avant tout d'une coordination locale entre des groupes de jeunes et un acteur de l'administration locale motivé pour appuyer de tels groupes. Parfois ces projets sont à l'initiative de cet acteur de l'administration,

parfois ils sont à l'initiative du groupe de jeunes, qui ont appris à interagir avec l'administration publique et obtenir des financements.

Cependant, ces projets ne sont pas ancrés dans une orientation structurelle d'un dispositif de politique publique dédiée aux jeunes ruraux, et qui inclurait des stratégies adaptées aux contraintes auxquelles ces jeunes font face (manque de moyens financiers, d'accès au foncier, d'accès aux prises de décisions dans les exploitations agricoles et dans la gouvernance des territoires ruraux, etc.). C'est en particulier le cas des projets financés par le Plan Maroc Vert et de certaines terres publiques, dont l'exploitation a été cédée à des groupes de jeunes (El Bouchouafi, 2015). Il serait utile de structurer des dispositifs plus institutionnalisés d'accompagnement à l'insertion socioéconomique des jeunes ruraux. A titre d'exemple, en Tunisie, l'Agence pour la Promotion des Investissements Agricoles a développé un programme spécifique d'accompagnement à l'installation de jeunes sur des exploitations agricoles (Dahdouh et Yakoub, 2014).

En ce qui concerne la mise en œuvre de projets collectifs portés par des jeunes, il pourrait être utile d'identifier des mécanismes par lesquels les jeunes sont en mesure de contrôler, de façon plus systématique, le choix des entrepreneurs, la qualité de leurs actions et les marges qu'ils dégagent de leur intervention, notamment en ce qui concerne les projets financés par l'INDH et le Plan Maroc Vert. Comme l'illustre le témoignage de El Ayadi (2015), il serait intéressant d'identifier dans quelle mesure les associations et coopératives pourraient se charger elles-mêmes de l'acquisition des biens et animaux financés avec des fonds publics et selon quelles modalités (processus de décision, contrôle de la qualité des biens acquis et de l'utilisation des fonds publics, etc.).

Il serait aussi utile d'intensifier les dispositifs de renforcement des compétences techniques et de gestion des groupes de jeunes ayant bénéficié d'un financement de projets agricoles. Enfin, il serait pertinent d'accompagner l'évolution des mandats des communes rurales, de façon à ce qu'elles jouent un rôle plus important de structuration des actions collectives au niveau local.

## **D'autres investigations complémentaires**

Ce numéro hors-série est à de nombreux titres exploratoire. Les enseignements de ce numéro permettent d'identifier des études complémentaires pour améliorer la connaissance de la jeunesse rurale et ainsi concevoir des dispositifs d'action publique plus pertinents et efficaces. Il y a d'abord un besoin de quantifier les différentes catégories de jeunes que nous avons décrites ci-dessus : est-ce que les dispositifs de financement public bénéficient à une proportion conséquente des jeunes ruraux, ou bien les jeunes qui bénéficient de financements publics ne sont-ils qu'une petite minorité ? Quelles caractéristiques des jeunes, ou des régions où ils résident, facilitent ou au contraire rendent difficile l'interaction entre ces jeunes et les dispositifs publics ? Par ailleurs, quels revenus les jeunes tirent-ils des projets de développement en zone rurale ? Notamment pour les jeunes diplômés, ces revenus permettent-ils simplement de subsister en attendant un avenir meilleur en ville, ou bien permettent-ils à ces jeunes de construire un projet de vie sur le long terme en zone rurale ?

Il serait aussi intéressant de mieux qualifier l'impact des projets des jeunes sur le monde rural, en termes d'emploi et de dynamiques agricoles. Enfin, les études de ce numéro se sont focalisées sur l'insertion des jeunes dans le monde rural ; il reste à mieux mettre en évidence les

stratégies des jeunes de pluriactivités, notamment dans le cadre d'allers-retours fréquents entre ville et monde rural.

Des catégories plus précises de jeunes pourraient être étudiées spécifiquement. Ainsi, nous avons abordé surtout les jeunes majeurs dans ce numéro : il serait aussi intéressant d'étudier les trajectoires des adolescents, et notamment le lien à l'école dans le monde rural. De plus, bien que les articles de ce numéro présentent différents cas de jeunes femmes, la question des jeunes femmes rurales pourrait être étudiée de façon plus spécifique : quelles sont leurs contraintes et leurs ressources, comment leur statut social évolue, notamment vis-à-vis de la possibilité d'acquérir un revenu propre. Enfin, nous avons essentiellement abordé l'intégration des jeunes dans le secteur agricole en tant que gérants de leur propre exploitation ; les conditions de vie et les trajectoires des jeunes ouvriers pourraient être abordées.

## **En guise de conclusion**

Les études et témoignages de ce numéro montrent que les jeunes ruraux ne perçoivent pas le monde rural comme un espace figé et défini « en creux » par rapport à la ville qui constituerait, elle, le lieu du changement. De nombreux jeunes considèrent que des opportunités économiques réelles existent aussi dans le monde rural, à condition d'avoir cependant les ressources suffisantes pour « se lancer ».

Les articles de ce numéro ont montré la diversité des stratégies déployées par les jeunes pour dépasser le manque de ressources productives et bénéficier des opportunités existantes. Ces stratégies ont permis à de nombreux jeunes ruraux d'acquérir une plus grande autonomie. Cependant cette dynamique positive n'est pour l'instant qu'initiée : le



chemin de l'intégration et la reconnaissance des jeunes comme des acteurs à part entière de la vie sociale et économique du monde rural est encore largement à parcourir.

## Pour en savoir plus

Aroussi Bachari N, Faysse N, Abdellaoui E, Sebgui M, 2015. [Le retour des jeunes diplômés en zone rurale au Maroc: Quelles interactions entre trajectoires individuelles et projets collectifs ?](#) *Alternatives Rurales*, hors-série Jeunes Ruraux.

Ayadi M, témoignage recueilli par Bouzidi Z et Faysse N, 2015. [L'expérience de Takimete, association pour le développement du milieu rural.](#) *Alternatives Rurales*, hors-série Jeunes Ruraux.

Banque Mondiale, 2012. [Promouvoir les Opportunités et la Participation des Jeunes](#), Rabat.

Benaabdelaali W, Hanchane S, Kamal A, 2012. [Les inégalités de capital humain au Maroc.](#) Document de travail de l'Association Marocaine des Sciences Economiques n° 2012-10.

Bono I, 2014. Une lecture d'économie politique de la « participation des jeunes » au Maroc à l'heure du Printemps arabe. *Revue internationale de politique comparée*, 20(4), 145-166.

Bourdieu P, 1984. [La jeunesse n'est qu'un mot.](#) In : *Questions de sociologie*. Paris, Ed de Minuit, pp. 143-154.

Bouzidi Z, Faysse N, Kuper M, Billaud JP, 2015. [Les projets des jeunes ruraux : des stratégies diversifiées pour accéder au foncier et obtenir l'appui de l'Etat.](#) *Alternatives Rurales*, hors-série Jeunes Ruraux.

Bouzidi Z, 2015a. [Entretien avec Siham, étudiante d'origine rurale à l'université de Meknès.](#) *Alternatives Rurales*, hors-série Jeunes Ruraux.

Bouzidi Z, 2015b. [« Mais laissons les jeunes parler ». Compte rendu de l'enquête de P. Pascon et M. Bentahar « ce que disent 296 jeunes ruraux », plus de 40 ans après.](#) *Alternatives Rurales*, hors-série Jeunes Ruraux.

Chattou Z, 2015. [Regards critiques des jeunes Marocains sur leur place dans la vie politique nationale et les mobilités vers l'Europe.](#) *Alternatives Rurales*, hors-série Jeunes Ruraux.

Dahdouh N, Yakoub M, 2014. [Expérience pilote d'accompagnement et de conseil en gestion en Tunisie. Les territoires ruraux en Méditerranée : quelles politiques publiques pour accompagner les dynamiques de développement ?](#) 9-11 décembre 2014, IAM Montpellier.

Division de l'Action Sociale de Séfrou, témoignage recueilli par Faysse N, 2015. [L'expérience de l'INDH pour l'accompagnement des jeunes ruraux.](#) *Alternatives Rurales*, hors-série Jeunes Ruraux.

El Abdellaoui A, témoignage recueilli par Bouzidi Z, 2015. [De Aguelmous à Biskra et retour : l'expérience d'un jeune maraicher.](#) *Alternatives Rurales*, hors-série Jeunes Ruraux.

El Bouchouafi H, témoignage recueilli par Kadiri Z, 2015. [L'installation sur des terres de l'Etat : parcours d'un jeune ingénieur agronome.](#) *Alternatives Rurales*, hors-série Jeunes Ruraux.

Ftouhi H, Hadioui M, Hdidi K, Tajni S, Faysse N, Bouzidi Z, Abdellaoui E, Essadiki A, 2015. [L'implication des jeunes ruraux dans les projets de développement dans la préfecture de Meknès et la province d'El Hajeb.](#) *Alternatives Rurales*, hors-série Jeunes Ruraux.



Goirand C, 2014. Participation institutionnalisée et action collective contestataire. *Revue internationale de politique comparée*, 20(4) :7-28.

Hartani T, Naouri M, Kuper M, 2015. [L'entrée des jeunes dans l'agriculture : cas du maraichage sous serre dans les Ziban \(Algérie\)](#). *Alternatives Rurales*, hors-série Jeunes Ruraux.

Haut Commissariat au Plan, 2011. [Enquête Nationale Démographique à Passages Répétés 2009-2010. Principaux résultats](#). Rabat.

Kadiri Z, Errahj M, 2015. [Leadership rural au Maroc, entre jeunes et notables](#). *Alternatives Rurales*, hors-série Jeunes Ruraux.

Lucante P, témoignage recueilli par Faysse N, 2015. [Le projet de Promotion de l'Emploi des Jeunes en Milieu Rural](#). *Alternatives Rurales*, hors-série jeunes.

Mouna K, Essaoudi A, 2015. [Le parcours migratoire de jeunes ruraux du bled du kif](#). *Alternatives Rurales*, hors-série jeunes.

Pascon P, Bentahar M, 1971. Ce que disent 296 jeunes ruraux. Etude sociologique sur le Maroc. *Bulletin économique et social au Maroc*, 31 : 145-287.

Rachik H, 2005. Jeunesse et changement social. In *Rapport 50 ans de Développement Humain au Maroc. Perspectives 2025*. Rapports thématiques, Société, Famille et Jeunesse, 193-215.